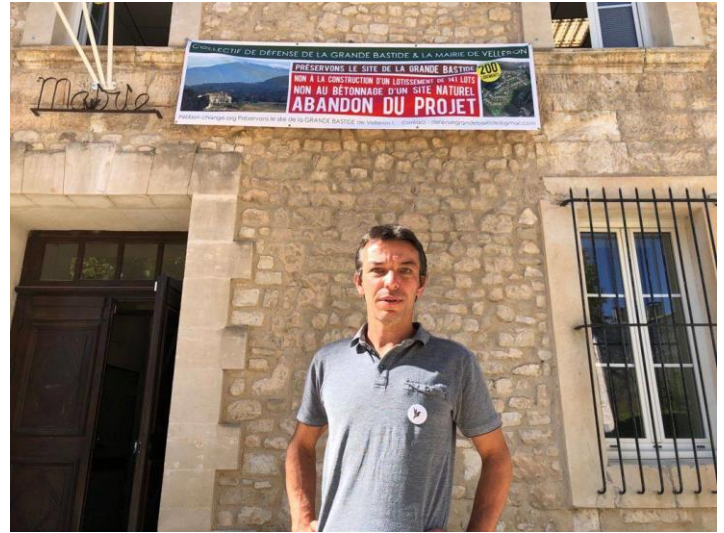


Philippe Armengol : « Nous n'avons pas été élus pour bétonner les espaces naturels »

La colère gronde dans le village de Velleron depuis quelques mois suite au projet de construction de 200 logements sur un terrain privé. La mairie et les habitants ont décidé de se mobiliser, à travers une pétition et une marche organisée samedi 25 septembre à 10h, pour dénoncer ce projet de bétonnage.

Tout a commencé début 2018 quand l'ancienne municipalité a décidé de passer en zone constructible un terrain privé de 7 hectares classifié en « zone protégée ». Situé sur la zone verdoyante de la Grande Bastide, ce terrain a été vendu par son propriétaire à un aménageur/promoteur d'envergure originaire de Montpellier.



Dans l'opposition à cette période, le maire actuel Philippe Armengol a voté contre ce projet et s'est engagé avec son équipe dans la campagne des municipales à tout faire pour éviter qu'il ne sorte de terre.

Soutien des élus et des parlementaires

Il précise « cette construction va modifier l'espace naturel qui aura potentiellement des conséquences sur la dégradation visuelle du paysage, l'artificialisation des sols et la destruction de la biodiversité. L'augmentation du nombre d'habitants générée par ce projet va nous obliger à faire des investissements très importants en matière d'assainissement et de voirie. Nous n'avons pas été élus pour bétonner les espaces naturels. J'ajoute que nous allons dépasser le seuil de 3500 habitants et que nous serons soumis à la loi SRU sur l'obligation de construction de logements sociaux. Nous ne sommes absolument pas contre la construction de logements sociaux mais nous souhaitons qu'ils se réalisent de façon harmonieuse. »

Depuis quelques mois, les élus de Velleron ont rencontré tous les acteurs du dossier pour comprendre les enjeux et préparer la riposte. La ville a sollicité un avocat spécialisé dans l'urbanisme, elle s'est rapprochée de France Nature Environnement et d'un expert naturaliste. De nombreuses incohérences ont déjà été constatées dans l'étude d'impact notamment, la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) a été saisie.

Le risque d'une ZAD

Philippe Armengol a reçu le soutien des 3 sénateurs du Vaucluse et 1 député, du Président et des Vice-Présidents du Grand Avignon et des maires des villes voisines. Le maire a rendez-vous prochainement avec le Préfet afin d'appuyer les éléments déjà transmis.

Le collectif de défense de la Grande Bastide et la mairie appellent à la mobilisation citoyenne et organisent une marche pour dire « NON AU BÉTONNAGE D'UN SITE NATUREL », le samedi 25 septembre à 10h, départ devant la mairie vers la Grande Bastide.

Le préfet ferait bien de prendre la mesure de ce dossier car les habitants sont catégoriques, ils ne veulent pas de ce projet à Velleron. Il est urgent d'agir avant que la zone de la Grande Bastide ne devienne une ZAD (Zone à Défendre).